



Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique

COMMUNIQUE DE PRESSE

LES NÉGOCIATIONS DE LA COP28 SONT HORS-VOIE

Dubaï, le 6 décembre 2023 : La société civile africaine, sous l'égide du PACJA et du Comité des acteurs non étatiques (CANE), ainsi que ses partenaires, soulignent notre engagement inébranlable à relever les défis climatiques urgents auxquels l'Afrique et la communauté mondiale sont confrontés. Nous sommes ici pour rappeler aux Parties à la COP28 leur engagement lors de leurs déclarations d'ouverture à produire un résultat crédible et percutant, et qui réponde aux aspirations de nous tous, et en particulier des personnes en première ligne de la crise climatique.

Nous restons toutefois prudemment optimistes quant aux possibilités d'un tel résultat, conscients du fait que ce résultat pourrait être un mirage à moins que les dirigeants des pays développés ne restent fidèles à l'esprit et à la lettre de l'Accord de Paris.

Les négociations jusqu'à présent ont été pour le moins frustrantes, en particulier en ce qui concerne l'obtention de décisions progressistes sur l'objectif mondial d'adaptation et ses moyens de mise en œuvre.

Alors que la COP28 progresse, nous sommes déçus par la lenteur des progrès dans l'adoption de décisions progressistes et d'une importance plus importante pour l'Afrique. Nous réitérons que les négociations sur l'adaptation restent cruciales pour renforcer la résilience de l'Afrique et même du monde face au changement climatique, et ne sont pas en bonne voie !

La mise en œuvre de mesures d'adaptation fortes reste au cœur de la lutte contre l'injustice climatique historique et actuelle et doit être complétée par des moyens de mise en œuvre suffisants, pour être plus précis, le financement du climat. L'Afrique exige une action immédiate et substantielle pour remédier au manque de mesures d'adaptation suffisantes pour le continent, reconnaissant les injustices historiques.

Nous continuons d'appeler sans relâche les gouvernements à convenir d'un résultat solide, ambitieux et axé sur des solutions concernant la mise en œuvre de l'objectif mondial d'adaptation

afin d'aider à accélérer l'action d'adaptation à l'échelle mondiale. Le cadre d'Objectif Mondial d'Adaptation doit être complet avec des mesures et des indicateurs permettant de mesurer les progrès vers la mise en œuvre de cet objectif.

Nous appelons en outre à une décision de la COP28 qui examine le financement de l'adaptation au-delà du discours du « doublement » et convenons qu'il n'existe aucune référence à ce « doublement ». À cet égard, nous devons voir les discussions évoluer vers plus que doubler le financement de l'adaptation, avec une feuille de route limitée dans le temps et cohérente avec les besoins et l'urgence des mesures de réponse à l'adaptation, comme le souligne le rapport sur les écarts d'adaptation.

Plus important encore, nous soulignons le rôle central de l'agriculture dans la promotion de l'impératif d'adaptation pour les populations africaines vulnérables au climat. Il est décourageant de constater que le mode d'atelier perpétuel dans les discussions sur l'agriculture ne donne pas d'espoir aux agriculteurs africains frappés par le climat, et ce ne devrait pas être le message que nous devrions relayer chez nous !

Alors que tout le monde souhaite célébrer l'adoption du Comité de transition des pertes et dommages et l'annonce par les partis de leurs engagements, nous souhaitons une fois de plus affirmer que nos célébrations ne seront possibles que lorsque cet argent parviendra aux communautés que nous représentons ici. Nous avons déjà vu un tel enthousiasme auparavant, et ils ont fini en larmes – juste des promesses ! Nous souhaitons également voir davantage de promesses de dons, car le montant mis dans le panier ne peut même pas répondre aux besoins d'un pays africain.

Nous appelons les parties à la CCNUCC à mettre en place des mesures plus strictes garantissant un engagement durable à financer les pertes et dommages, au-delà des actions caritatives observées à l'ouverture de la COP28. Le processus de mise en place des protocoles et des procédures nécessaires pour rendre le fonds pour pertes et dommages fonctionnel doit également être accéléré ; Quatre ans, c'est un temps d'attente très long pour les communautés de première ligne aux prises avec les défis résultant de catastrophes catastrophiques résultant du changement climatique.

Nous insistons sur le fait que le financement des pertes et des dommages devrait s'ajouter aux flux existants de financement climatique, ainsi qu'à l'APD. Les renseignements obtenus par la PACJA indiquent jusqu'à présent que les pays riches et développés reconditionnent simplement leurs engagements existants en matière de financement du climat et/ou de l'APD pour démontrer leur philanthropie.

La tromperie qui caractérise ces engagements doit être résolue une fois pour toutes et nous souhaitons en outre voir de nouvelles mesures supplémentaires prises dans cette COP pour garantir la transparence au niveau mondial dans l'obtention des engagements.

Le bilan mondial ne peut pas être un simple rituel. Cela a son importance qui doit être ressentie lors de la COP28 à travers un réengagement démontré à réduire considérablement les émissions des pays développés, un effort pour combler le déficit de financement climatique – qui se chiffre désormais en milliers de milliards, et la priorisation du programme d'adaptation. Cela reste notre engagement central que la société civile africaine souhaite voir de la COP28.

Les besoins et circonstances particuliers qui sous-tendent le contexte de l'Afrique en tant que continent et qui sont garantis par l'accord de Paris doivent rester un principe directeur dans tous les courants de négociations.

Alors que la COP28 entre dans sa dernière ligne droite, nous restons déterminés à plaider en faveur d'une réponse mondiale juste et équitable à la crise climatique. Nous exhortons toutes les Parties à donner la priorité aux populations vulnérables, à démontrer un véritable engagement en faveur de la justice climatique, d'une transition juste et à collaborer pour un avenir durable.

Note aux rédacteurs :

Au début de la COP28, les ANE d'Afrique ont publié une déclaration appelant à une action audacieuse au milieu d'inquiétudes quant à la crédibilité de la conférence. Notre déclaration d'entrée a soulevé des préoccupations fondamentales concernant le fonds pour les pertes et dommages, la priorisation du programme d'adaptation, les progrès dans le financement climatique et le processus de bilan mondial.

- **FIN** -